

***Maîtrise d'œuvre relative à la création  
d'un espace extérieur en toiture-terrasse  
et à l'aménagement de locaux intérieurs  
au siège de la Caf de la Savoie***

**PROGRAMME TECHNIQUE**

JANVIER 2025

Les différents besoins et le fonctionnement attendu seront précisés au titulaire retenu lors de la réunion de lancement du marché.

## **PROGRAMME TECHNIQUE**

### **1-Généralités :**

Les prescriptions techniques contenues dans ce programme doivent être prises en compte par le concepteur. **Elles laissent toutefois une liberté au maître d'œuvre en matière de création.** Le concepteur devra remédier par ses connaissances techniques et pratiques à toutes omissions qui auraient pu se glisser dans l'établissement des différentes prescriptions constructives contenues dans le présent programme fonctionnel et technique. Il tiendra compte que celles-ci doivent être complétées selon les normes en vigueur et les réglementations applicables. Ces préconisations s'appliquent si les éléments sont modifiés dans le cadre du projet.

L'équipe de MOE aura à sa charge la réalisation des différents documents administratifs (demande d'occupation du domaine public, dossier d'autorisation de travaux ABF, avis du service urbanisme sur les possibilités techniques pouvant être mises en place, permis d'aménager / permis de construire...).

Un contrôleur technique et un Coordinateur de Sécurité et de Prévention de la Santé vont être recrutés en même temps que l'équipe de MOE. Ils participeront au projet dès les phases d'étude et de conception.

### **➤Contraintes du chantier :**

Il appartiendra au maître d'œuvre de déterminer le protocole d'exécution et de stockage en fonction des contraintes du Maître d'ouvrage et des recommandations du coordinateur SPS missionné sur ce dossier.

Le maître d'œuvre devra étudier avec la maîtrise d'ouvrage et les services utilisateurs, un phasage réaliste des interventions, afin de s'assurer du bon déroulement de l'exécution du chantier. Le chantier devra être clôturé et sécurisé pendant les périodes d'inactivité.

### **➤Gestion des déchets de chantier :**

Il est préconisé de :

- De faire préciser par les soumissionnaires du lot démolition (mémoire technique), les modes opératoires de démolition, les modes d'élimination des déchets.
- D'indiquer dans le DPGF (Décomposition Prix Global Forfaitaire) du lot démolition (ou autre lot plus approprié), une ligne spécifique sur l'élimination des déchets (coût d'élimination, recette de valorisation etc. ...).

### ➤ Dossier des ouvrages exécutés :

En fin de travaux, il devra être fourni un dossier d'ouvrage exécuté comprenant :

- Les plans de l'ensemble du projet
- Les schémas d'armoires,
- Les synoptiques Courants faibles et forts,
- Les fiches produits,
- Les calculs d'éclairage,
- Les notes de calculs (dimensionnements des câbles et des protections des circuits électriques),
- Les notices techniques de fonctionnement,
- Le carnet de recettes informatique.

Les notes de calculs devront être vérifiées puis validées par un bureau de contrôle agréé. Le Dossier d'Ouvrage Exécuté devra également être validé par le maître d'œuvre.

L'ensemble du dossier sera remis en version informatique (en .pdf, les plans architectes seront également transmis en version .dwg).

**Ces informations sont données à titre indicatif et ne sont pas exhaustives. Le maître d'œuvre devra être force de proposition aussi bien sur les aspects techniques que réglementaires.**

## **2. Partie architecturale – aspects qualitatifs**

Ils se développent autour de plusieurs idées directrices dont les principales sont :

### ➤ La recherche d'un bon rapport qualité/prix :

Tant sur le plan du bâti que dans le cadre de la maintenance, notamment par :

- la prescription de matériaux assurant une bonne résistance à l'usure, à la glissance et au vieillissement,
- la prescription de matériels de conception robuste et éprouvée, L'intégration de la prévention contre les accidents du travail dès la conception du bâtiment (choix des matériaux et matériels, circulations rationalisées), et, notamment, par la facilitation de l'accessibilité aux divers locaux et postes de travail dans le but de réduire :
  - le nombre de manutentions,
  - les diverses nuisances,
  - les dysfonctionnements,
  - les risques d'incidents et d'accidents.

Cette action en amont doit permettre, au maximum, de réduire, en cours d'exploitation, les surcoûts liés à une mise en conformité, à une modification de l'organisation, etc...

➤ Objectif accessibilité :

De façon générale, le projet s'attachera à répondre aux exigences posées pour permettre l'accessibilité des handicapés selon la loi du 11 février 2005 qui établit l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Cette loi s'applique au cadre bâti mais aussi aux moyens de transport collectif et à la voirie. Cette loi s'impose à toute nouvelle construction.

➤ Objectif environnemental :

L'opération sera conduite selon une démarche environnementale ayant pour objectifs de raisonner en coût global, d'optimiser les frais de fonctionnement du bâtiment et d'améliorer sa performance environnementale.

Le volet Qualité Environnementale du projet comportera les aspects suivants :

- Choix des procédés, produits et systèmes : en utilisant les produits les plus intéressants en termes de durée de vie, de coût de maintenance et de conformité à des éco-labels ou caractéristiques techniques équivalentes ;
- Chantier à faibles nuisances : en assurant une préparation technique afin de limiter la production des déchets et d'effectuer leur élimination avec la mise en place d'un tri sélectif ;
- Gestion de l'énergie : en proposant les solutions techniques et les matériels permettant de réduire les consommations énergétiques des besoins en chauffage, en climatisation, en ventilation et en éclairage tout en assurant le respect des valeurs de température et d'éclairement réglementaires.
- Confort visuel : en donnant la priorité à l'éclairage naturel par rapport à l'éclairage artificiel ;
- Gestion de l'eau : en installant des équipements techniques économisant les consommations d'eau.

Le maître d'œuvre et le bureau d'études techniques proposeront au maître d'ouvrage les solutions « Qualité Environnementale » qui seront retenues conjointement avant la rédaction du dossier de consultation des entreprises.

## **2-1 Les aménagements intérieurs**

### **2.1.1 Traitement acoustique et phonique :**

Le traitement acoustique dans son ensemble devra être étudié avec le plus grand soin. Il concerne en particulier :

- l'isolation entre bureaux,
- l'isolation entre bureaux et services techniques,
- l'isolation entre bureaux et circulation,
- l'isolation des zones de convivialité créées,

### 2.1.2 Revêtements muraux : peintures - revêtements muraux :

Les revêtements devront s'inscrire dans le cadre du développement durable et donc porter au minimum un des labels suivants :



Les matériaux choisis pour la finition devront être confortables et en adéquation avec la fréquentation et l'utilisation des locaux concernés.

Le revêtement sur les murs des circulations, halls, etc... sera particulièrement résistant, facilement nettoyable, imputrescible et incombustible.

Tous les revêtements muraux de type textile sont à proscrire

### 2.1.3 Revêtements de sols :

Le sol devra être résistant, esthétique, facile d'entretien et non glissant si le projet prévoit un remplacement.

Les revêtements devront contribuer à atténuer les bruits d'impact par une efficacité acoustique élevée.

### 2.1.4 Faux plafonds :

La constitution des faux plafonds sera telle que leurs éléments seront facilement démontables et ce, indépendamment les uns des autres. Ils permettront toute implantation des cloisons amovibles dans les zones flexibles, ainsi que l'incorporation des luminaires, bouches de ventilation, etc...

Le nombre de types de faux plafonds retenus devra être aussi réduit que possible et être adapté, en ce qui concerne l'indice d'absorption maximum et le taux de réflexion minimum, à l'usage des locaux auxquels ils sont destinés.

### 2.1.5. Vitrerie :

Les parties vitrées intérieures seront en vitrage sécurité 33/2, 44/2 ou 55/2 suivant dimension et localisation.

Toutes les parties vitrées de grande dimension seront repérées par une signalétique adhésive conforme à la réglementation Handicapés, afin d'éviter les chocs.

Certains vitrages pourront recevoir un revêtement adhésif opalescent si la confidentialité de l'activité le justifie.

## **2-2 Les équipements techniques**

### **2-2-1 Traitement acoustique et phonique**

Les installations techniques devront faire l'objet d'un traitement acoustique et phonique.

### **2-2-2 Plomberie**

#### **➤ Calorifugeage :**

Toutes les canalisations de distribution d'eau froide et chaude, d'eau glacée et d'évacuation placées dans des conditions telles qu'elles sont l'objet de condensations préjudiciables à leur environnement doivent être calorifugées avec un calorifuge efficace.

### **2-2-3 Ventilations :**

Les différents locaux seront équipés de systèmes de ventilation et d'extraction particulièrement efficaces tout en préservant la qualité du confort des occupants. Les réseaux devront être équilibrés et des mesures de débit devront être réalisées.

### **2-2-4 Electricité – courants forts – courants faibles**

#### **➤ Principe d'installation :**

Le schéma général de l'installation sera déterminé en tenant compte des points suivants :

- subdivision des circuits pour limiter les effets des perturbations dues aux courts-circuits et permettre la localisation précise des défauts d'isolement ;
- installation de tableaux divisionnaires facilement accessibles, avec dispositif de coupure générale par zone ;
- dimensionnement des armoires devant permettre une extension de 20 % pour des équipements futurs ;
- le câblage sera convenablement repéré et sera fixé sur des chemins de câble qui devront être surdimensionnés de 30 %, facilement accessible tant sur le plan horizontal que vertical ;

#### **➤ Appareils d'éclairage :**

- Eclairage intérieur-extérieur :

Les niveaux d'éclairement seront conformes aux recommandations relatives à l'éclairage intérieur rédigées par « l'Association Française de l'Eclairage », ainsi qu'à la Loi du 11 février 2005 portant sur l'accessibilité. Les éclairages devront être conformes à la norme NF C 15-100.

➤ Eclairage de sécurité :

L'éclairage de sécurité sera réalisé selon la réglementation en vigueur. Le contrôle de l'installation se fera via des modules intégrés aux blocs, lançant automatiquement des tests trimestriels dont le résultat sera mémorisé sur les blocs.

➤ Courants forts-réseau informatique :

Les postes de travail sont alimentés en courant fort et courant faible.

Chaque bloc « poste de travail » est composé d'une prise RJ 45, de 2 prises de courant sur réseau ondulé et d'une prise sur courant non-ondulé.

La conception de ces blocs et leur raccordement au réseau doit permettre leur mobilité dans l'espace suivant la disposition du mobilier. Un bloc, décrit ci-dessus, est affecté à un poste de travail.

Il conviendra de rajouter 1 prise RJ45 en secours pour 3 postes de travail équipé.

➤ Informatique :

Le câblage sera au minimum de catégorie 6a.

L'installation de chemins de câbles, goulottes et colonnes montantes sera indépendante pour les circuits courants forts et courants faibles.

Les postes de travail sont reliés au réseau informatique de la CAF mais il n'y a pas d'autre spécificité que le travail en réseau.

2-2-5 Equipements de sécurité incendie :

Le siège de la Caf est équipé d'un système d'alarme incendie de catégorie A.

La maîtrise d'œuvre devra s'assurer que la réglementation est respectée, notamment :

- Que le signal sonore d'alarme générale ne permette pas la confusion avec d'autres signalisations utilisées dans l'établissement ;
- Que le signal sonore soit audible de tous points du bâtiment pendant le temps nécessaire à l'évacuation. Le signal sera également perceptible des déficients cognitifs et auditifs conformément à la loi du handicap ;